



togomatin

TOGOMATIN - N° 0026 DU 28 SEPTEMBRE 2015 / PRIX : 250 FCFA

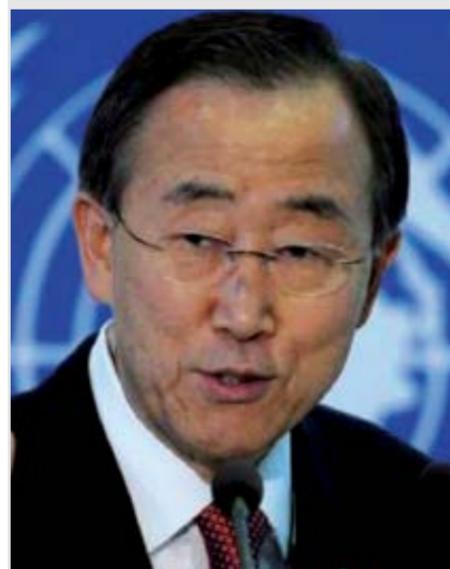


Burkina-Faso Le putsch échoue, la crise demeure

Le pays de Thomas Sankara, de Blaise Compaoré et de Norbert Zongo vit un moment historique où crises, résolutions de crises...et dangers cohabitent depuis le départ forcé et aux forceps de l'ancien président Blaise Compaoré. Au-delà des déceptions engendrées par le putsch intervenu presque en fin de transition - un échec de putsch au reste - les secteurs les plus actifs de la société civile affichent légitimement leurs aspirations au changement ... Dossier.

PP 6 & 7

POLITIQUE



Sécurité maritime Ban Ki-moon bientôt au Togo

Le 26 septembre dernier, en marge de la 70e session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies en cours, le président de la République togolaise rencontrait à New York, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Ban Ki-Moon. Résultat des échanges, une promesse du Secrétaire général des Nations-Unies de se rendre à Lomé pour le prochain sommet sur la sécurité maritime...

P 3

ECONOMIE

Reckya Madougou, apôtre de la finance inclusive



P11

EDUCATION

Rentrée scolaire Allons-nous vers de nouvelles crises ?



P3

EDITORIAL

Objectifs de développement durable

Pour éradiquer la pauvreté d'ici 2030, un nouveau programme mondial vient d'être adopté à l'unanimité par les 193 Etats membres des Nations Unies et porte le nom flatteur de : Objectifs de développement durable (ODD). Ce programme, composé de dix-sept objectifs, succède donc aux Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) qui ambitionnaient, à leurs adoptions en l'an 2000, d'éradiquer la pauvreté à l'horizon 2015...

P 3

Contenu	Lutte pour la démocratie en Afrique Quel sort pour les anciens putschistes? P 3	Innovation Le Togo classé 140e sur les 141 pays étudiés P 5
Musique Tiken Jah Fakoly africanise des classiques du reggae P 9	FTF Extension du mandat du Comité de Normalisation P 10	Lutte contre le Vih / Sida et la tuberculose Le fonds mondial soutient toujours le Togo dans sa croisière P 11

Nation

► Lomé/HCR Quatre réfugiés ivoiriens rapatriés

Quatre réfugiés ivoiriens ont été rapatriés le mercredi 16 septembre 2015 par voie aérienne.

Selon le bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés au Togo, ce rapatriement porte à 1250 le nombre total de réfugiés ivoiriens rapatriés depuis le début de l'opération. Les réfugiés ivoiriens au Togo sont logés au camp d'Avepozo à Lomé.

TM

► Lomé/ AG des Scoutes

Les Scoutes réunis dans l'Association Scoutie du Togo (AST) a tenu son Assemblée Générale ordinaire le 18 septembre à Lomé.

L'AG a pour but de dresser le bilan des activités menées durant les trois dernières années, de réviser les statuts et de rédiger un programme consensuel pour les trois années suivantes.

Lors de cette rencontre, les participants ont élu une Commissaire générale, en la personne de Kady Borozé pour un mandat de trois ans. C'est à lui qu'incombe la responsabilité de former le nouveau bureau de l'AST.

TM

► Bassar/Fer de Bandjeli Rapport sur l'impact environnemental

L'ONG Comité International d'Éthique et de Solidarité (COMINTES) a organisé les 18 et 19 septembre dernier à Bangéli et à Byakpabé dans la préfecture de Bassar des rencontres de dissémination du rapport d'étude sur l'impact environnemental et socioéconomique de l'exploitation du gisement de fer.

De l'attente de ces rencontres, l'ATOP a cité Napo Kitchéou le directeur exécutif de COMINTES que l'objectif du projet est d'inciter l'Etat togolais à agir envers les responsables de « MM Mining ».

La démarche de l'Etat sera de convier les responsables de la société minière à appliquer toutes les dispositions juridiques en vue de satisfaire au mieux les populations et ainsi éviter les tensions.

TM

► Lacs/ « Un moulin pour la vie » à Tchassou-Condji

Les populations de Tchassou-Condji, une localité située à 13 km à l'est de la ville d'Aného, ont désormais un moulin, où elles pourront aller moudre leurs céréales. Le moulin offert est le fruit du projet « Un moulin pour la vie ». Il a été financé par la section togolaise de l'association « Maria-Na-J » avec l'appui de la ville de Liège, en Belgique. Le don est estimé à hauteur d'une somme de 1.875.000 F CFA. En dehors de l'aide que va apporter cette installation à Tchassou-Condji, il vise avant tout à créer de l'emploi de sorte à freiner l'exode rural des jeunes vers les centres urbains.

TM

► Agou-Keran/Journée de la femme africaine célébrée

Les femmes des cantons de Péssidé (Kéran) et d'Akplolo (Agou) ont célébré à leur manière la journée de la femme Africaine qui a et placée sous le thème « l'autonomisation de la femme pour un développement inclusif ».

L'objectif de cette journée dans ces deux cantons est d'édifier les populations locales et surtout les femmes sur leurs droits et devoirs en vue de faire du Togo un pays émergent sans discrimination.

D'après l'ATOP, la journée les directions préfectorales de l'Action Sociale de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation des deux localités.

TM

Point de vue Le changement d'écoles chez certains apprenants

« La rentrée : c'est la fin des belles vacances. / C'est l'école qui recommence/Les jours de fête sont partis. /Adieu beaux jours si tôt finis. /Filles, garçons pas de tristesse, /Vite au travail et sans paresse. /A l'école on s'amuse aussi/Et l'on revoit tous ses amis »

Ce poème de Bernard DADIE résonnerait encore dans certains esprits et embaumerait bien des lecteurs d'un parfum de nostalgie. Le beau vieux temps pour ceux qui ont quitté les bancs et la réalité pour ceux qui y sont encore. En effet, les vacances 2015 s'éclipsent lentement comme une nuit étoilée remplie de doux rêves et laissent place à une nouvelle année académique 2015-2016. Celle-ci est effective ce lundi 28 septembre. Et dans l'attente de ce jour, certains parents ont joué au diable dans un bénitier. Leur souci primordial étant d'envoyer leurs enfants à l'école. Ainsi du petit paysan au plus haut sommet de l'Etat, chacun s'active au mieux pour offrir une meilleure rentrée à ses progénitures. Tout cet acharnement dénote de l'intérêt que portent les parents à l'éducation de leurs enfants. Mais qu'en est-il des apprenants eux-mêmes ?

Quel bilan dressent-ils de ces vacances ? De la précédente année scolaire et quelles sont leurs résolutions pour l'année qui s'ouvre ?

Il est évident que beaucoup ne reprendront pas pour diverses raisons. Des grossesses au changement d'orientation vers l'apprentissage, etc. les raisons sont nombreuses. Des milliers d'autres qui reprendront les chemins des classes le feraient pour des motifs bien définis.

Qu'est-ce qui détermine le choix des écoles chez des élèves ?

Une petite enquête sur le terrain nous a révélé des faits peut être habituels mais hallucinants. Le choix des établissements scolaires par les élèves. Une question banale mais pertinente. << changer d'école cette année m'éviterait de reprendre la 4^e>>, se défend un élève. Pourtant, ils sont nombreux à être dans cette situation de fuite en avant. Et parfois consciemment ou inconsciemment, ils sont ainsi épaulés par des parents et quelques chefs d'établissements scolaires. La baisse du niveau décriée depuis années au Togo pourrait trouver par là-même moult réponses. Ailleurs, c'est le cadre qui attire. Beaucoup d'écoles sont désormais dans cette politique de réfection des installations. Une opération de charme qui a pour finalité évidente d'attirer le plus grand nombre d'élèves.

Apprenants ou mannequins

Il faut en outre relever qu'en cette période de rentrée, certains établissements surtout du secondaire (collèges et lycée) où la rigueur en matière d'éthique n'est pas de mise, recrutent pour recruter. Le libertinage y régnant en maître-mot. Il est dans ces conditions, difficile d'y distinguer les apprenants des mannequins. Des tenues scolaires extravagantes aux coupes fantaisistes de cheveux... la liste des caprices de la mode au sein de ces écoles est longue.

Enfin un autre aspect nous échappe peut être. « Les

► Tchaoudjo/Rentrée scolaire Des profs d'anglais recyclés

À la veille de la rentrée scolaire 2015-2016, quarante professeurs d'anglais des préfectures de Blitta, de Sotouboua, de Tchamba et de Tchaoudjo ont reçu une formation devant les aider à améliorer l'enseignement de leur matière.

La formation a eu lieu les 17 et 18 septembre dernier à Sokodé. Elle a été organisée par l'ambassade des USA au Togo en collaboration avec les inspecteurs de l'Enseignement secondaire.

Pour les organisateurs, la formation a pour objectif de mieux outiller les professeurs d'anglais sur l'application des nouvelles méthodes d'enseignement de cette la langue.

semaines sexuelles », non culturelles. Voilà la principale arme d'attraction des établissements. Ainsi les collèges et lycées qui organisent les meilleures semaines culturelles ont de bons effectifs depuis quelques années. Ces événements culturels restent des moments lors desquels enseignants et enseignés fonderaient dans le noir et confirmeraient ainsi l'adage populaire selon lequel :<< la nuit, tous les chats sont gris>>. C'est dans ce cafouillage que sont organisées des soirées arrosées d'alcool et saupoudrées d'une sexualité qui ne dit pas son nom. Ces différentes situations demeurent une épine dans les pieds de notre système éducatif aussi fragilisé. D'où la récurrente question de savoir s'il faut interdire de tels événements dans les écoles ?

L'école en tant que temple du savoir serait-elle devenue le temple de l'ignorance? La recherche de la qualité dans l'enseignement ne serait plus le motif du choix des établissements ?

Beaucoup d'institutions se veulent performantes et une référence par la vie et le travail mais peu atteignent cet idéal. L'éducation scolaire au Togo vu ce qui précède au du chemin à faire.

Hugues Adjalevon (Stagiaire)

tm

Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM N° TG_LOM
2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : +228 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Mson de la Presse: Casier N° 53

Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3^e Mson avant
Groupe Capfer

Directeur de publication :
Motchosso KODOLAKINA

Comité de rédaction :
Carlos AMEVOR
Françoise Dasilva
Freda Sefiamor
Rachidou ZAKARI
A. Bawérima
Hugues Adjalevon

Responsable administrative:
Gloria Léma YAGLA

Chargée d'affaires
Dédé BABANAWO

Graphiste:
Eros DAGOUDI

Imprimerie: St Louis

Distribution :
Togomatin marketing

Tirages : (2000 exemplaires)

Politique

Edito

...Mais, l'échéance arrivée, le monde entier s'est rendu compte que ce programme n'a pas fait bouger d'un iota la situation dans bien de pays, laissant comme d'incorrigeables pessimistes, bien de gens à l'égard des programmes onusiens. Mais, l'institution est si sûre d'elle-même qu'elle lance ce nouveau, intitulé « Transformer notre monde » qui est conçu pour parachever d'ici à 2030 les efforts entamés dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Le Secrétaire général de l'ONU parle de « promesse faite par les dirigeants aux gens du monde entier. Une vision universelle, intégrée et transformative pour un monde meilleur ».

Quelles différences entre les deux programmes ? Les 17 ODD ont 169 cibles, tandis que les 8 OMD avaient 21 cibles. Là où les OMD étaient centrés principalement sur des thématiques sociales, les ODD couvrent l'ensemble des dimensions du développement durable, à savoir la croissance économique, l'intégration sociale et la protection de l'environnement. Explication contenue dans une dépêche de l'Agence des Nations unies.

Mais, tous ces développements ne suffisent pas à convaincre des durs à cuire pessimistes. Certains d'entre eux croient que les ODD sont fixés sur des bases contestables. Des contributeurs parmi eux infèrent que la manière d'y appréhender la pauvreté trahit d'emblée une incompréhension profonde de ses enjeux contemporains. La pauvreté y serait présentée comme une maladie évitable à « éradiquer » et une prison dont il faut « libérer l'humanité ». Or, les maladies sont une partie intégrante du monde naturel, ce qui suppose que personne n'en est responsable. Ils

battent en brèche l'idée selon laquelle les actions humaines pourraient être une cause de l'inégalité et de la pauvreté ; celle-ci serait donc la faute des pauvres eux-mêmes. Plus loin, ils avancent que la logique des OMD comme des ODD vise à valider le système mondial actuel et son organisation du pouvoir en le déchargeant de toute responsabilité. Ainsi on protégerait le statu quo et perpétuer son commerce. C'est la logique du système capitaliste d'entreprise !

Dieudonné Korolakina

Sécurité maritime Ban Ki-Moon bientôt au Togo

► Et si le S.g. de l'Onu faisait d'une pierre, deux coups ?

Le 26 septembre dernier, en marge de la 70e session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies en cours, le président de la République togolaise rencontra à New York, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon. Résultat des échanges, une promesse du Secrétaire général des Nations-Unies de se rendre à Lomé pour le prochain sommet sur la sécurité maritime.



Ban Ki-Moon

présence de cette éminence sur notre terre ne marquerait pas l'adhésion des Nations-Unies à la politique togolaise en matière de démocratie. Ou doit-on y voir une façon d'amener la classe politique togolaise toute entière, et particulièrement le gouvernement, à accélérer le processus des réformes politiques et institutionnelles en cours dans le pays ?

Ce qui est sûr, le souhait de l'ensemble des forces politiques togolaises, serait sans doute que Ban Ki-Moon, une fois à Lomé, puisse faire d'une pierre, deux coups, c'est-à-dire, qu'en prenant part à la Conférence de Lomé sur la Sécurité maritime, qu'il puisse s'ouvrir aux préoccupations des uns et des autres en matière de gouvernance et de lutte politique.

A.Bawérima

CAR et ANC Un amour désormais impossible

C'est l'avocate, le 2e Vice-président de l'Alliance nationale pour le changement (ANC), Me Isabelle Améganvi qui, sur radio Victoire FM, a annoncé les couleurs de ce qu'on peut appeler une « guerre ouverte » entre son parti et le Comité d'action pour le renouveau (CAR).



Me Isabelle Améganvi

qui, on le sait, a rejoint le camp de l'adversaire, traitant ses amis d'hier (ANC) de tous les noms. Pour Isabelle Améganvi, la position de ces deux partis dits de l'opposition est désormais claire. La solution, c'est de les combattre, selon l'avocate.

« Nous savons désormais que le CAR et OBUTS n'ont pas les mêmes objectifs que l'ANC. A partir d'aujourd'hui, je combattrai le CAR et OBUTS au même titre qu'UNIR », a-t-elle déclaré dans l'émission mardi.

Pour elle, le CAR n'a rien fait pour obtenir les réformes constitutionnelles et institutionnelles avant la présidentielle d'avril dernier. Il a plutôt donné des instructions à ces délégués de l'intérieur de battre campagne pour UNIR, afin de nuire à l'ANC et perpétuer le règne de Faure Gnassingbé sur le Togo.

"Je connais un responsable du CAR dans cette localité (Ndlr, préfecture de Kloto) qui était candidat du CAR aux législatives de 2013 et qui a battu campagne pour UNIR aux présidentielles de 2015. Les gens l'ont dans la localité, surnommé "Vénavito" (père de jumeaux). Le CAR est devenu le principal parti adversaire de l'ANC et sera traité ainsi", a indiqué Isabelle Améganvi.

Entre les deux, se trouve l'Organisation pour bâtir dans l'union un Togo solidaire (OBUTS) de Messan Agbéyomé Kodjo

Le Télégramme 228

Rentrée scolaire 2015-2016 Allons-nous vers de nouvelles crises ?

Ce matin, les élèves reprennent les chemins de l'école, après deux mois de vacance. Pour l'heure, l'atmosphère semble sereine entre les enseignants et le gouvernement togolais. Cependant certains médias dont le site internet iclomé parle d'une rentrée des classes qui s'annonce difficile dans la ville de Dapaong.



Des élèves allant à l'école

« Alors que le ministre des Enseignements primaire et secondaire, Komi Tchakpélé a rassuré les uns et les autres sur l'effectivité de la reprise des classes le 28 septembre, des enseignants de Dapaong, membres de la Synergie des travailleurs du Togo (STT) montent au créneau » peut-on y lire sur le site. Et d'ajouter : « Ces enseignants disent prendre de grandes décisions en ce qui concerne ce qu'ils appellent des injustices. Ils prévoient donc observer un certain nombre de manifestations ce lundi ».

Selon nos informations, ces enseignants seraient victimes d'affectations « arbitraires » et disciplinaires engagées en leurs endroits par les autorités régionales de l'enseignement. Ils réclament donc, la démission immédiate du directeur régional de l'enseignement.

Pour l'heure, aucune information officielle n'est encore donnée par le gouvernement sur le sujet. Ce dernier parle d'ailleurs d'une rentrée qui se déroule dans de bonnes conditions.

TM



International

Burkina-Faso Diendéré dos au mur, lâche finalement prise

Il aurait pu sérieusement remis en question l'avenir la transition qui doit remettre le pays en marche sur la chute de Compaoré il y a quelques mois. Le Général Gilbert Diendéré, puisque c'est de lui qu'il s'agit a finalement fait machine arrière et annonce même le désarmement de son régiment.



Gal Diendéré

Il a fallu une semaine de discussions et de médiation des chefs d'Etats africains, la pression du peuple et l'entrée en jeux de l'armée burkinabè pour que le super général se

calme. Le 23 septembre dernier, il a annoncé la fin du putsch à l'issue du retour au pouvoir du président de la transition Michel Kafando. « Pour moi, le putsch est terminé, on n'en parle plus. Il faut aller vers la recherche de la paix, vers la recherche de la fraternité et je pense que nous allons y arriver », a-t-il déclaré. Et d'ajouter « Le RSP s'est cantonné, s'est retiré de toutes les positions. A l'instant, le désarmement n'a pas encore été réglé. C'est chose qui sera faite dans les prochains jours et les modalités de ce désarmement seront définies par les différents chefs militaires ».

Les organisations de la société civile dressent un bilan provisoire du coup d'Etat. Pour

elles, 114 blessés et 15 morts sont à déplorer. Un bilan et des faits qui selon le ONG, méritent des réparations et les coupables traduits en justice. A ce sujet, Diendéré se dispose à répondre de toute accusation devant la justice et regrette ce qui s'est passé « C'est mon plus grand regret. (...) Le plus gros tort a été de faire ce putsch parce que aujourd'hui, lorsqu'on parle de démocratie, on ne peut pas se permettre encore de faire des actions de ce genre ».

Pour l'heure, les négociations sont en cours, en l'on ne sait pas encore si ce putschistes seront amnistiés ou pas.

Rachidou ZAKARI

Lutte pour la démocratie en Afrique Quel sort pour les anciens putschistes?

L'histoire de la marche de l'Afrique vers la démocratie est marquée par des avancées très timides et largement, tachée par des putschs ca et là. Dadis Camara, Amadou Haya Sanogo, Michel Djotodia, Andry Rajoelina Gilbert diendéré... sont entre autre, les figures les plus connues à avoir fait sage de ce désordre pour s'accaparer du pouvoir. Alors que le sort de Gilbert Diendéré pose question au Burkina, nos confrères du magazine Jeune Afrique se sont penchés sur le destin des leaders des coups d'Etat de ces dix dernières années.



Moussa Dadis Camara

Si il est encore difficile de savoir quel sera le sort réservé à l'ancien bras-droit de Blaise Compaoré, il est loin d'être le premier à avoir lié son destin à celui d'un coup d'Etat. En effet, des putschistes, l'Afrique en regorge assez. Inquietant, le sort réservé à ces leaders après leurs forfaits. peu d'entre eux, sont punis pour leurs crimes et franchement, ils sont de plus en plus nombreux.

était encore candidat à la présidentielle du 11 octobre, il a embarqué pour un vol à destination d'Abidjan, d'où il devait rejoindre Conakry. Mais, si l'appareil a effectivement décollé, il a été détourné vers le Ghana, sur demande du président guinéen Alpha Condé à son homologue ivoirien. Il finit donc par renoncer à son rêve du fauteuil présidentiel.

Moussa Dadis Camara

Le 23 décembre 2008, il est porté à la tête du Conseil national pour la démocratie et le développement (CNDD), qui a suspendu la Constitution guinéenne quelques heures après l'annonce de la mort du président Lansana Conté. Le lendemain, il est porté à la présidence. Celle-ci bascule toutefois avec le massacre du stade de Conakry, le 28 septembre 2009. Des dissensions apparaissent au sein du CNDD et, le 3 décembre 2009, il est victime d'une tentative d'assassinat au cours de la quelle ils à été touché à la tête. Hospitalisé Par la suite, au Maroc, il vient en réalité de perdre le pouvoir. Forcé à l'exil, il signe son renoncement à Ouagadougou le 15 janvier 2010. Depuis, l'ancien capitaine a plusieurs fois tenté de briser son exil.

Le 26 août dernier, alors qu'il

députés de son camp ont notamment voté en faveur de la destitution du président, en mai dernier.

Amadou Haya Sanogo

À la suite du coup d'Etat du 22 mars, Amadou Haya Sanogo devient président du Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'Etat (CNRDRE). Il est nommé chef de l'Etat le 26 mars 2012. Sous la pression internationale, il est toutefois contraint de rendre le pouvoir le 12 avril, alors que le MNLA a conquis la moitié nord du Mali et déclaré l'indépendance de l'Azawad. Dirigeant, de fait, les affaires du pays, jusqu'à l'élection présidentielle de 2013, il est promu général de corps d'armée le 14 août 2013.

Il est toutefois arrêté le 27 novembre de cette même année et écroué à Bamako, dans le cadre de la disparition des Bérés rouges ayant suivi la tentative de contre-coup d'Etat des commandos parachutistes le 30 avril 2012. Amadou Haya Sanogo est aujourd'hui toujours en détention à Manantali, à 200 kilomètres à l'ouest de Bamako, en attendant que le dossier aboutisse devant une Cour d'assises. Son mandat de député a été renouvelé fin 2014 mais aucune date de procès n'a été annoncée.

António Indjai

Putschiste récidiviste recherché par la justice américaine pour complicité de narcotrafic présumée, l'ancien chef d'état-major de l'armée bissau-guinéenne, débarqué en septembre 2014, continue de couler des jours heureux dans un endroit connu de tous à Bissau. Dans les lieux publics de Bissau, on continue toutefois de prononcer son nom à voix basse, ce qui en dit long sur sa capacité de nuisance. Il est le principal auteur des coupes sauvages de bois et le « parrain tropical » de tous les trafics

Guinée/ Arrestation d'opposants Amnesty International réclame une enquête impartiale

« Les autorités guinéennes doivent libérer des responsables et militants de l'opposition n'ayant pas eu recours à la violence, et respecter le droit à la liberté d'expression dans la campagne électorale en cours », a déclaré Amnesty International (AI), jeudi 24 septembre 2015 dernier.



Arrestation d'un manifestant

L'ONG explique, qu'à la suite de violents affrontements le 19 septembre dernier, entre des manifestants rivaux dans la ville de Koundara au nord du pays, des activistes et responsables politiques ont été raflés par les forces de sécurité alors que plusieurs d'entre eux n'ont pas eu recours à la violence et ont tenté de calmer la situation. Le même jour, précise AI, le syndicaliste et militaire à la retraite, Jean Dougo Guilavogui ayant publiquement déclaré son opposition au parti au pouvoir, a également été arrêté à son domicile à Conakry. « Il est en détention sans avoir été inculpé », déplore l'Ong.

d'expression sans crainte de représailles,» a exhorté Francois Patuel, chercheur sur l'Afrique de l'Ouest chez Amnesty International. Ces membres de l'opposition ont été inculpés pour incendie volontaire, destruction d'édifices publics, coups et blessures volontaires, et sont détenus à la prison centrale de Boké située à 250 Km de leur lieu d'arrestation, loin de leurs familles, et sans accès à des avocats. Selon l'ONG, certains d'entre eux, souffrant de maladie, n'ont également pas accès aux traitements médicaux dont ils ont besoin.

Le chercheur sur l'Afrique de l'Ouest chez Amnesty International demande à ce qu'une enquête impartiale soit être ouverte pour faire la lumière sur tous les actes de violence notés à Koundara, et pour que les responsables soient identifiés et traduits en justice. Les autorités doivent aussi veiller à ce que ceux qui sont arrêtés alors qu'ils n'avaient rien à voir avec les actes de violence soient immédiatement libérés.

Il a également souligné que les autorités doivent garantir les droits humains de tous, indépendamment de leurs opinions politiques, et les protéger contre les arrestations arbitraires. Aux responsables de partis politiques et leurs militants, François Patuel préconise qu'ils s'assurent que leurs réunions et manifestations restent pacifiques.

Afrikipresse

(drogues).

Abdel Fattah al-Sissi

Après des manifestations populaires gigantesques demandant la démission du président Morsi accusé de déstabiliser le pays, Sissi renverse celui-ci lors du coup d'Etat militaire du 3 juillet 2013. Le 26 mars 2014, il remet sa démission de ministre de la Défense pour se présenter à la présidentielle, qu'il remporte le 28 mai.

Depuis, il n'a cessé de renforcer sa mainmise sur le pays et a réprimé la contestation des Frères musulmans dans de gigantesques procès ayant abouti à des condamnations de masse, notamment à la peine capitale. Entretenant de bonnes relations avec la Russie ou la France, à qui son armée a acheté notamment deux Mistral, Abdel Fattah al-Sissi est en revanche

Jeunes Afrique

Neutralité positive

Economie



Innovation Le Togo classé 140^e sur les 141 pays étudiés

Le Togo, serait l'avant dernier des pays les plus innovants dans le monde. C'est le résultat d'une étude réalisée et publiée par l'Université américaine Cornell, l'école de commerce Insead et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.



Jeune inventeur togolais

Avant d'arriver à ce classement, les auteurs de cette étude ont observé 79 indicateurs qui devant permettre d'observer le niveau, ou la capacité d'innovation d'un pays parmi lesquels nous

pouvons citer: l'investissement dans la recherche, la valorisation du capital humain, le perfectionnement des entreprises et les résultats dans le domaine de la création.

Rachidou ZAKARI

Tanzanie Transactions boursières désormais possible par téléphone

La Dar Es Salam Stock Exchange (DES), le marché boursier tanzanien, offre désormais l'opportunité d'effectuer des transactions boursières via une application mobile.



La plateforme technologique, la DSE Mobile Phone, conçue par Maxcom Africa, opérateur de solutions de

paiement, est entrée en vigueur depuis le 20 août dernier et est réputée compatible avec tous les systèmes de téléphonie

Financial Afrique

Industrie Une nouvelle brasserie de bière bientôt ouverte en côte d'ivoire

Heineken et CFAO ont annoncé la création de « Brassivoire », une brasserie de bière en côte d'ivoire. La « Brassivoire » est une coentreprise dont 51% des actifs est détenue par le brasseur néerlandais Heineken, et 49% par le distributeur français CFAO.

L'alliance entre les deux groupes était dans les tuyaux depuis plusieurs mois, elle est désormais effective. La concrétisation de cette alliance serait sans doute la création de cette nouvelle usine dont la première pierre a été posée la semaine dernière en présence du premier ministre Daniel Kablan Duncan ainsi que d'autres membres du gouvernement ivoirien. Prévu pour début 2017, la phase de production devrait, selon



La bière Heineken bientôt produite en Côte-d'Ivoire

Finances Deutsche Bank prête 285 millions de dollars à Ecobank

Ecobank Transnational Incorporated (ETI), la maison mère du Groupe Ecobank basée à Lomé, a obtenu un prêt syndiqué d'un an d'une valeur de 285 millions de dollars auprès de la Deutsche Bank AG.



Le siège d'ETI à Lomé

Destiné à « restructurer les engagements en cours d'ETI », sans autre forme de précision, le prêt dont la banque allemande a été le chef de file et l'arrangeur principal est qualifié de « premier rang et non garanti » selon le communiqué du groupe bancaire panafricain.

Ces derniers mois, ETI a multiplié les opérations financières avec des institutions bancaires internationales. En février dernier, le groupe avait bénéficié de 50 millions de dollars auprès de la Deutsche Bank AG. Début décembre, cette dernière avait également mobilisé 200 millions de dollars auxquels se sont ajoutés 100 autres millions souscrits auprès

de la Banque européenne d'investissement, BEI, dans le courant du même mois contre 150 millions quelques semaines plutôt.

Ces financements, selon les analystes, viennent renforcer le groupe qui reste tout de même un succès sur le continent. Dans un communiqué publié en fin décembre, Albert Essien, l'ex directeur général, avait notamment justifié ces encours par la nécessité de « consolider l'expansion » du groupe et « maintenir l'offre de crédit dans les économies clés en Afrique ». ETI est actuellement noté B par Fitch Ratings avec perspective stable.

Financial Afrique

Transport aérien Asky réalise une forte croissance des passagers en Août 2015

La compagnie Asky a enregistré une forte augmentation de +33% du nombre de ses passager en Aout. Une réalisation tirée

passagers au mois d'août 2015. C'est l'information a été donnée par la compagnie dans un communiqué publié le 23 septembre dernier par l'entreprise.

Cette croissance sur l'ensemble des 22 destinations du réseau en Afrique de l'ouest et centrale est due entre autres selon les responsables de la société, à la résultante de la nouvelle politique commerciale mise en place par la compagnie,

l'augmentation de fréquences sur les destinations et la confiance accrue des clients vis-à-vis de la compagnie qui affiche un taux de ponctualité de plus de 85% pour les vols et un service en amélioration constante pour satisfaire les besoins de la clientèle. La compagnie aérienne panafricaine dispose aujourd'hui du plus large et moderne réseau de transport en Afrique de l'ouest et centrale.

Rachidou ZAKARI

les promoteurs générer 700 emplois directes et indirects.

L'unité de production de Brassivoire nécessitera un investissement de 100 milliards F CFA (environ 150 millions d'euros) et produira 1,6 million d'hectolitres de bière par an, dès le début de l'année 2017.

Le site brassera, entre autres marques, la bière Heineken pour le marché national, largement dominé par le français Castel (Solibra) et où il n'existe plus de concurrent local dans la production depuis le rachat il y a quelques mois des Brasseries ivoiriennes par Castel.

« Brassivoire est le fruit de la rencontre entre une marque forte, mondialement connue,

avec l'expertise historique des circuits et des réseaux de distribution de CFAO en Afrique. En accompagnant les plus grandes marques dans leur développement, CFAO facilite l'accès à de nouveaux marchés qu'il illustrent par l'émergence d'une classe moyenne soucieuse de disposer d'une nouvelle offre plus moderne », a expliqué Marc Bandelier, directeur général de la division biens de consommations chez CFAO, dans un communiqué de presse diffusé le 25 septembre.

Heineken et CFAO sont déjà associés depuis 20 ans en République du Congo, où ils sont leader du marché avec Brasco, qui produit notamment la Primus.

Jeunes Afrique

Neutralité positive



Dossier

Burkina-Faso

Le putsch échoué, la crise demeure

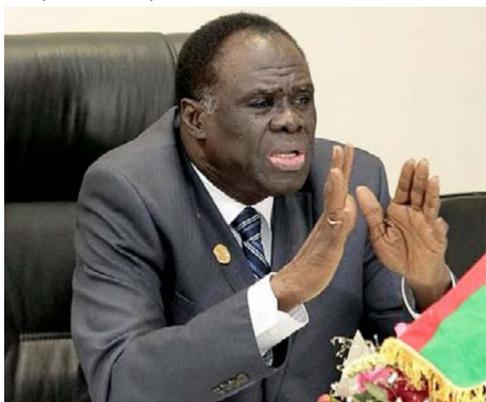
► Pourquoi des Chefs d'Etat ont-ils renoncé au voyage de Ouaga après Abuja ?

Le pays de Thomas Sankara, de Blaise Compaoré et de Norbert Zongo vit un moment historique où crises, résolutions de crises...et dangers cohabitent depuis le départ forcé et aux forces de l'ancien président Blaise Compaoré. Au-delà des déceptions engendrées par le putsch intervenu presque en fin de transition - un échec de putsch au reste - les secteurs les plus actifs de la société civile affichent légitimement leurs aspirations au changement. Mais, leurs appels, leurs attaques peu diplomatiques, soutenues par ceux des autorités actuelles, à l'encontre d'institutions régionales et d'intégration, font fi d'une certaine réalpolitik, glaçant les relations du pays avec d'autres et laissant en suspens plusieurs questions. Si le putsch a échoué, la crise est manifestement loin de dire ses derniers mots. Dossier.

En cette fin de transition, à quelques semaines de la présidentielle et un an après le départ du dictateur Blaise Compaoré, au sein d'une Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) fortement ébranlée par plusieurs défis sécuritaires comme l'équation Boko Haram et les menaces djihadistes dans tout le sahel, le Burkina Faso vit un moment historique où confusion, excitation, passion extrême et danger sont indissociables. Le putsch perpétré par le Régiment de la Sécurité présidentielle (Rsp) du Général Gilbert Diendéré n'en était que la preuve d'une tension qui couvait et qui couve - il faut le dire - même après l'échec du putsch. Que les querelles entre une partie de l'armée et le gouvernement de transition, qui plus est dirigé par un militaire, et présidé par Michel Kafando, empêchent toutes les forces politiques du pays de collaborer étroitement et activement à une transition tranquille et positive est une véritable catastrophe.

Peut-on croire Michel Kafando ?

Entre le Président de transition et les deux Chefs d'Etat ouest africains délégués par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest délégués de façon expresse, les Burkinabé et tout observateur averti continueront certainement de se poser des questions. Lesquelles ?



Michel Kafando

Le Burkina Faso vit à l'heure des changements, même s'ils sont lents, contradictoires et insuffisants. L'on assiste en outre à l'émergence d'une société civile vibrante et « entreprenante », à un véritable réseau d'associations des droits de l'homme - le balai citoyen par exemple - sans parler d'une population spontanément dévouée et qui tient à préserver ses acquis d'il y a un an. Cette société civile dans ses différentes composantes continue de publier, de clamer, de dénoncer...son ras-le-bol contre vents et marées et se permet de critiquer sans aucune réserve le Rsp, des composantes politiques du pays et surtout la Cédéao. A tort ou à raison, on exhibe des publications anticonformistes contre la Cédéao. Ses critiques au vitriol, peu diplomatiques, au cours et après l'échec du putsch ont sans aucun doute constitué le détonateur du désamour entre la Cédéao et les autorités politiques de la transition réinstallées dans leur fonction. Désamour qui a culminé, avec l'absence à la cérémonie de « réinstallation » des institutions de la République.

Pourtant, la délégation de la Cédéao annoncée à Ouagadougou devrait comprendre les dirigeants du Togo, du Nigeria, du Niger, du Ghana, du Bénin et du Sénégal.

Quel présage au regard d'une telle distance entre bien de dirigeants de la cédéao et les autorités de la transition au Burkina Faso ?

Dieudonné K.

Michel Kafando a-t-il tenté de « jouer » durant la grave semaine qu'ont vécue les Burkinabé après le coup d'Etat manqué ? Si on se réjouit légitimement du dénouement, le recul permet de comprendre que beaucoup de questions restent en suspens. Et de la réponse à apporter ou apportées à ces interrogations dépendra une résolution définitive de la crise née au pays des hommes intègres depuis le départ du pouvoir de l'ancien président Blaise Compaoré. Tout le monde le sait, et c'est peu de le dire, le duo qui a conduit la première des négociations à savoir le président sénégalais Macky Sall et le Béninois Boni Yayi n'a pas du tout apprécié les déclarations du Président de la transition burkinabé Michel

Kafando. S'il est vrai que le deuxième a participé à la réinstallation de Michel Kafando le mercredi dernier, c'est un secret de polichinelle que de dire que Macky Sall était furieux des déclarations tentant à faire croire que la Cedeao sous son égide avait sorti ex nihilo la première proposition d'accord soumise aux différents protagonistes. En déclarant prendre ses distances d'avec cette première proposition sur les antennes de RFI après avoir trouvé refuge à l'ambassade de France et surtout n'avoit pas été consulté du tout sur les points ayant constitué l'essentiel de la proposition, soit Michel Kafando jouait de la tactique politique après avoir été sous pression, soit il reniait

ce qu'il avait contribué à bâtir avec les Chefs d'Etat sénégalais et burkinabé. Peut-on un seul instant imaginer, des Chefs d'Etat d'autres pays prendre juste des informations et rédiger des solutions de sortie de crise ?

Les écrans de TV que nous tous avons regardés durant les différents va et vient des deux présidents plaident pour le contraire. Selon les coulisses du sommet extraordinaire, le président togolais Faure Gnassingbé aurait déclaré au sujet de cette question « Je suis absolument indigné... comment peut-on dire que des Chefs d'Etat ont agi ainsi ? », ne croyant pas du tout aux propos du président de transition tenus à l'intérieur de l'ambassade de France. Pouvait-on d'ailleurs qualifier cette présence à l'ambassade de refuge pour quelqu'un qui était le seul, parmi les deux têtes de l'exécutif à être, certes en résidence surveillée, mais visible au moment même où le sort du premier ministre Isaac Zida était flou ? L'assurance obtenue à l'intérieur de l'ambassade a-t-elle fait changer de fusil d'épaule au président de la transition, au point de tenir des propos aussi contrariant, et pour la diplomatie sénégalaise et pour l'organisation sous régionale ?

Plaise à Dieu que la transition dans son état actuel arrive à son terme et dans de bonnes conditions. Car bien malin, celui qui voudra encore demander au président sénégalais, à la moindre incartade d'intervenir. Et pourtant, nul ne peut

dénier à la Cedeao, la célérité avec laquelle elle a dépêché dans la capitale burkinabé sa délégation pour calmer les esprits et tenter de trouver une solution de sortie de crise. Le ministre sénégalais des affaires étrangères, en des termes peut être diplomatiques, n'a d'ailleurs pas eu de mots tendres pour qualifier les déclarations de M. Kafando. « Les éléments de compromis qui ont été présentés par la médiation du président Macky Sall sont partis de propositions venant des médiateurs nationaux burkinabé. Ces propositions ont été ensuite enrichies, à la suite de différents contacts que la médiation a eu avec tous les acteurs...Les présidents Yayi Boni et Macky Sall sont allés lui présenter tous les éléments de sortie de crise. » a-t-il affirmé dès le lendemain. « C'est pourquoi je suis trop surpris. Je suis trop surpris parce que, encore une fois, comment des chefs d'Etat médiateurs vont demander un retour à la transition, sous la présidence du président Kafando, sans demander son point de vue ? Mais ce n'est pas étonnant ça ? » avait-il poursuivi, affirmant d'ailleurs qu'aucune proposition contenue dans le protocole d'accord ne venait des deux Chefs d'Etats !

Que s'est-il donc réellement passé ? Michel Kafando a-t-il subi des pressions ? Si oui, d'où venaient-elles ? Tout porte à croire que la crise burkinabé n'a pas encore fini de nous révéler tous ses secrets.

Françoise Dasilva

La Cedeao a-t-elle échoué au Burkina -Faso ?

Aujourd'hui, le putsch appartient au passé selon les propres mots du Gal putschiste ! Mais à quel prix ? Que de négociations et d'appels au rétablissement du pouvoir transitionnel à l'aune d'une Cédéao présente mais impuissante à faire appliquer l'ordre démocratique dans son espace d'intervention. Et pourtant, cette piètre prestation de cette institution au Burkina-Faso, même si elle a permis de réinstaller Kafando dans son salon doré de Kosyam, vient relancer un vieux débat sur le rôle des institutions communautaires dans la gestion des conflits en Afrique subsaharienne. Le choix de la paix, un choix de la raison ?

Peut-on admettre un instant que les putschistes puissent accepter déposer les armes sans aucune garantie, sachant très bien ce qui les attendait ? Est-il possible d'imaginer qu'un groupe militaire surarmé, sur lequel planait une décision de dissolution de son corps, puisse accepter simplement sa reddition sans conditions ? La Cédéao était face à un choix difficile. Et même si son Protocole de 1999 lui accordait la faculté d'intervention militaire dans un but pacifique, comme se fut le cas au Libéria et en Sierra Leone, les conséquences pour le peuple Burkinabé et pour tout l'espace Cédéao étaient certaines. Pour éviter l'embarquement du pays, fallait-il utiliser le ton impératif ou, privilégier la voix

diplomatique, en choisissant la négociation ? Car si l'on décidait d'utiliser la forme armée, la population civile allait payer le lourd tribut. Une multitude de vies sauvegardées ne valaient-elles pas que les médiateurs de la CEDEAO acceptent l'amnistie souhaitée par les putschistes ?

Loin de justifier le coup d'Etat des putschistes, la voie de la négociation était souhaitable. Quand bien même il serait impensable de négocier avec les frondeurs de la démocratie, la Cédéao ne pouvait, à elle seule décider d'un plan militaire de sortie de crise quand l'armée loyaliste était toujours recluse dans ses garnisons, bruisant d'un silence à perte d'ouïe. Le peuple Burkinabé était dans les rues, se faisait matraquer sous

le regard silencieux de cette armée. Comme si 1500 hommes du RSP, même si lourdement armés, pouvaient venir à bout de près de 15000 hommes des autres régiments du pays ! Après « ce choix de la raison » des présidents Yayi Boni et Macky Sall, qui d'ailleurs a amené le rétablissement du pouvoir transitionnel au Burkina-Faso, il convient aux élites du pays de réfléchir à poser les bases d'une démocratie fondée sur des institutions fortes pour éviter que de tels dérapages dans l'avenir.

La mission controversée de la Cédéao au Burkina Faso Au moment de sa création en 1975, la Cédéao avait pour objectif principal l'intégration économique des Etats membres.



Dossier

Cet objectif ayant été contrarié en grande partie par les crises politiques dans la région et des rivalités entre chefs d'Etat se disputant le leadership régional, l'organisation a dû progressivement accorder une place centrale aux questions de paix, de défense et de

sécurité. La décennie 1990 a été particulièrement décisive pour l'évolution de la Cédéao vers une organisation capable d'interventions diplomatiques mais aussi militaires en cas de menaces graves à la sécurité d'un Etat membre et de l'espace communautaire

dans son ensemble. Selon l'article 15 du chapitre II du Protocole relatif au mécanisme de prévention, de gestion, de règlement de conflits, de maintien de la paix et de la sécurité adopté en décembre 1999, les interventions de la Cédéao peuvent prendre la

forme de missions d'enquête, de médiation, de facilitation, de négociation et de réconciliation des parties en conflit. Au regard de tout ceci, que reproche-t-on à la Cédéao dans sa médiation au Burkina-Faso ?

A.Bawérîma

La Cédéao et la défiance burkinabé



Les chefs d'Etat de la CEDEAO

Ainsi donc, l'on a cru dans la même balance la volonté du peuple et les propositions d'accord entre les acteurs politiques burkinabé. Décision somme toute légitime, au demeurant. Mais les moments de crise sont-ils propices à ce genre de calcul ?

Le fait est assez important pour être signalé. Au moment même où les Chefs d'Etat de la Cédéao, certains peut être, assistaient à la réinstallation du président de la transition Michel kafando, ce dernier s'est fendu dans un discours aux relents de défiance vis-à-vis de cette même institution. En effet, dans son adresse à la nation, le désormais ex et nouveau président a cru bon de remercier l'Union africaine

tout en ignorant la Cédéao qui s'est vue servir cette phrase : « Les propositions de la Cédéao ne nous engageront que si elles prennent en compte la volonté du peuple burkinabé ». Voilà qui campe clairement le décor des relations désormais existantes entre le pays des hommes intègres et l'institution sous-régionale. Et pourtant, dès les premières heures, les deux présidents avaient tenté selon les moyens mis à leur disposition de faire revenir le calme en obtenant très rapidement la promesse des putschistes de redonner le pouvoir immédiatement aux autorités de la transition. Les heures qui ont suivi ce discours du président de la transition démontrent clairement et désormais le fossé qui s'est creusé entre les propositions

de la Cédéao et l'orientation que veulent Michel Kafando et ce qui désormais commun d'appeler la société civile burkinabé.

En renvoyant les Burkinabé à leurs propres responsabilités et leur demandant de régler en interne un certain nombre de questions, le sommet extraordinaire des Chefs d'Etat de la Cédéao sentait les choses venir. Il est clair qu'on ne peut pas imposer une feuille de route à un pays. Sauf qu'en décidant de mettre dans une balance la volonté du peuple burkinabé et les « sages » conseils de la Cédéao qui a bien pesé les pour et les contres, les acteurs politiques du Burkina-Faso tentent de se cacher derrière la pression populaire. Un leader montre le chemin et trouve

les moyens nécessaires pour convaincre ses militants.

Tel n'est pas le cas aujourd'hui. La possibilité de trouver un équilibre, soit-il un compromis entre les deux options, existe bel et bien et c'est à ce niveau que le génie burkinabé et l'intelligence des politiques doit pouvoir intervenir.

A vouloir démontrer qu'on est plus proche du peuple que les autres, on finit par exacerber des positions extrêmes et surtout néfastes pour la réconciliation nationale. Et il ne sert absolument à rien de se mettre à dos seize Chefs d'Etat qui ont pris le soin de voler à votre secours. En refusant d'aller à la réinstallation, et surtout tout furieux, Macky Sall et la diplomatie sénégalaise rumeront pendant longtemps la défiance dont ils ont été victimes.

On aura évoqué l'impossibilité du président togolais d'atterrir à Ouagadougou, croyant pouvoir démontrer par on ne sait quelle alchimie qu'il n'était pas désiré. Et pourtant, dès les premières heures, Faure Gnassingbé fait partie des Chefs d'Etats qui ont multiplié les démarches pour tenter de trouver une solution.

L'agenda des Chefs d'Etat ne se prêtaient guère à toute cette sollicitude, la rencontre des Nations Unies à New York frappant aux portes. Balayer d'un revers de main tous ces efforts de leaders aux agendas serrés est peut être une erreur à ne pas commettre.

Françoise Dasilva

Le Mogho Naaba demande à Kafando d'être un homme de pardon

Le président de la Transition, Michel Kafando a rendu visite au Mogho Naaba ce dimanche. Cette visite, selon le président de la Transition vise à remercier le Mogho Naaba pour son implication dans la résolution de la dernière crise au Burkina.

L'on se rappelle que c'est chez le Mogho Naaba que les Forces de sécurité et de défense et l'ex Régiment de sécurité présidentielle (RSP) ont trouvé l'accord qui a conduit au désarmement des putschistes et la remise en route de la Transition.

Lors de sa visite de remerciement, Michel Kafando a reconnu que l'empereur des mossi a joué « un grand rôle alors que l'Etat était plus ou moins détruit ». Et ajoutez-t-il, « je tiens à vous (le Mogho Naaba, ndr) féliciter pour cet engagement ».

Michel kafando a également demandé au Mogho Naaba de continuer son œuvre dans le cadre de la consolidation de la paix au Burkina. Pour l'empereur de mossi, son action entre en droite ligne avec ses convictions.

Le Mogho Naaba a exprimé sa satisfaction du fait que le calme soit revenu. Il a demandé au président de la Transition d'être un homme de pardon.

Omegabf.info

Les 13 points de l'accord

- 1- La libération sans condition de toutes les personnalités détenues suite aux événements du 17 septembre 2015.
- 2- La restauration des institutions de la transition et du Président Kafando dans ses fonctions de Président de la Transition, Président du Faso.
- 3- Le retrait des militaires du gouvernement
- 4- La poursuite du processus électoral et l'organisation des élections présidentielle et législatives au plus tard le 22 novembre 2015
- 5- La commission Electoral Nationale Indépendante (CENI) devra prendre les dispositions nécessaires en tenant compte de la nouvelle date fixée pour les élections.
- 6- Le gouvernement s'attèlera activement à la préparation des élections durant la période restante de la transition
- 7- Le conseil national de la Transition s'abstiendra de légiférer sur des sujets autres que ceux relatifs à l'organisation des élections et à la mise en œuvre du présent accord
- 8- les personnes dont les candidatures ont été invalidées sur la base des articles 135 et 166 de la loi électorale du 7 avril 2015 seront autorisées à participer aux prochaines. A cet effet, les dispositions nécessaires seront prises avant le 30 septembre 2015.
- 9- Toutes les questions nécessitant un traitement à long terme, telles que la réforme du secteur de la sécurité et de la défense, y compris le RSP, seront laissées à l'appréciation du Président du gouvernement issu des prochaines.
- 10- La cessation immédiate de toutes les violences et autres violations des droits de l'homme notamment les entraves aux libertés de mouvement et d'expression
- 11- Les forces de défense et de sécurité assureront pleinement les missions de maintien de l'ordre des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national
- 12- L'acceptation du pardon et l'adoption d'une loi d'amnistie au plus tard le 30 septembre 2015 sur les événements consécutifs au coup d'état du 17 septembre 2015
- 13- Les médiateurs nationaux auront mission de veiller à la bonne application du présent accord.

Fait à Ouagadougou le 20 septembre 2015

*Ont signé
Le Président de la Transition Michel Kafando
Le Général de brigade Gilbert Diendéré*



Jeux & détente

Voici la réponse du jeu Fléchés Détente du N°0025 du 21/09/2015

D E C A E D
D O C U M E N T A T I O N
M A S S E R P E N T E
T I R S S E L N C
N A S E A U A M E R E
S E M E R E N I E E S
E C U R E U I L S S
V A L M U S C E C A
C E N S E A N C R I
T H E S E C L U S I E R
A S A E L Y R E I D E
I L S I R O P S B I S
A T T R I S T E R T
P N E U D U O R E E
D D R E S S A G E R
D E F I E A E N C R E
R O N D P R E L E
C D I F U S E E A B S
E T A L E E S E M U E
U S E E S S E S E S T

Mots mêlés; Comment jouer?

Il s'agit de retrouver et de biffer, dans chaque grille, les mots que propose la liste correspondante. Une même lettre peut servir pour plusieurs mots. Les lettres restantes, à relever dans le sens de lecture, vous permettront de reconstituer un message. NB: Réponse Cf N° prochain 0027 du 15/10/2015

Un recueil de poèmes de Pierre Reverdy.

ACADIE	CONSOLIDER	ILLUSTRE	OSCILLANT
ADELE	CORRECTION	IMPUISSANCE	PARODISTE
AIGUE	CRIE	INCLINAISON	PEDERASTIQUE
AMICALE	CROISEMENT	INFAMANTE	PRATIQUE
AMON	DECAPEUSE	INGRATITUDE	PREFERENCE
ARMOIRES	DECHAUSSE	INNOCCITE	PREPARATIF
ARTICHAUT	DECONGEELE	JEREMIADE	QUADRUPÈDE
ASSIDUITE	DEFIGURER	LAMINEUSE	RAPPRENDRE
ASSUREMENT			RASADE
ATHLETISME			REGIONALE
BANDERILLE			RESERVATION
BRASSEUSE			ROTANT
BRITANNIQUE			ROUCOULANTE
CARNASSIERE			ROUCOULEMENT
CASSURE			ROUEE
CATEGORIELLE			RUSH
CHARRETON			SACRILEGE
CHATAIGNE			SURBAISSE
CHAUFFERIE			TITULARISEE
CHAUSSURE			TONNEAU
CHRETIENNE			TOQUE
CIRE			TRAVAILLEUR
CLUSE			VERBALEMENT
COLOQUINTE			VIETNAMENNE
COMMERCE			
COMPLAINTE			

E	I	R	E	S	I	U	N	E	M	V	E	R	B	A	L	E	M	E	N	T			
I	L	E	S	S	I	V	A	G	E	S	U	E	N	I	M	A	L	L	E	N			
R	L	L	E	T	N	A	M	A	F	N	I	M	E	U	B	L	E	E	E	E			
E	U	H	E	M	S	I	T	E	L	H	T	A	N	E	I	G	M	L	S	E			
F	S	S	E	V	D	E	C	H	A	U	S	S	E	R	E	E	E	I	L	E			
F	T	U	S	I	U	H	O	M	C	I	D	E	L	R	G	N	A	C	G				
U	R	R	I	E	M	O	R	C	E	A	U	D	I	U	N	G	N	N	A	R			
A	E	B	R	T	R	P	N	G	A	R	N	R	S	O	R	O	A	T	O	E			
H	B	A	A	N	E	E	U	D	U	A	C	S	C	A	I	E	E	E	U				
C	R	I	L	A	S	U	L	I	B	A	A	E	T	G	G	R	C	A	T	G			
R	A	S	U	M	E	Q	L	S	C	D	I	E	I	O	O	H	S	O					
I	S	S	T	I	R	I	O	I	I	S	T	R	L	E	U	T	M	C	I	L			
E	S	E	I	E	V	T	D	I	T	U	A	B	U	L	A	A	M	I	D	O			
C	E	R	T	N	A	S	N	A	D	A	O	N	A	P	D	N	E	T	T	O			
H	U	I	N	T	A	O	E	C	S	R	N	C	E	E	T	R	R	O					
A	S	A	E	E	I	R	H	M	A	T	P	E	L	D	C	A	A	M					
T	E	L	M	S	O	E	T	P	O	E	C	N	R	E	F	E	R	P	A				
A	S	P	E	I	N	D	C	A	I	E	L	U	E	N	G	A	P	E	R				
I	U	M	T	D	O	E	R	S	D	E	U	O	R	S	E	D	E	I					
G	E	O	E	N	L	P	R	G	S	I	G	S	O	S	E	I	D	I	P	V			
N	P	C	N	A	L	J	R	O	O	V	A	E	R	C	R	N	A	L	A				
E	A	A	N	H	I	E	O	H	N	U	U	A	I	A	I	U	N	S	O	R			
M	C	T	O	C	S	R	C	T	N	L	O	R	S	L	G	O	A	S	A				
P	E	E	H	R	O	C	R	E	L	R	E	G	N	I	S	L	I	C	R	N	T		
A	D	G	H	A	R	M	U	O	R	A	O	O	I	A	F	U	U	O	I				
N	E	O	O	M	C	I	S	D	S	T	S	M	D	N	E	I	E	C	F	P			
A	R	R	M	I	A	E	S	O	I	R	U	T	D	T	L	H	R	R					
C	O	I	O	C	M	D	I	O	U	A	A	I	G	U	E	L	A	E					
H	U	E	P	A	T	E	U	O	I	N	N	A	T	I	R	B	I	U	D				
E	T	L	H	L	R	E	O	R	E	M	I	N	E	V	N	E	A	S	O				
I	A	L	O	E	T	N	I	U	O	O	L	O	C	I	R	E	V	S	N				
T	G	E	N	N	E	I	T	E	R	H	C	T	O	N	N	A	U	N	E				
M	E	S	E	S	T	I	M	E	R	D	N	E	R	P	P	A	R	R	E				
N	O	T	E	R	R	A	H	C	R	O	I	S	E	M	E	T	E	E					

Votre Agence, Société et autres ont besoin de la PUB, Annoncez-vous dans **Togomatin**
 90 15 39 77
 97 87 12 42
 22 25 02 23

Pensée du jour
 « L'homme peut trouver le bonheur sur terre s'il s'affranchit de ses erreurs, de ses préjugés et maîtrise ses passions »
 Lucrece : (Vers 98 - 55 av Jésus Christ), poète et philosophe latin; dans son unique poème: *De natura rerum*

Les bons plans et les bonnes adresses
LES FRUITS ET LEGUMES
 MARCHÉ ABATTOIRE (Juste en face du Super Marche Le Champion)
 MARCHÉ DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
 MAISON DU MIEL (Qtier Djidjole, à côté de la station TOTAL) Tél: 22 38 88 80
 PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains) Tél: 91 81 25 38
LE POISSON
 BO FRIGO (Qtier Adidogomé ; LA PAMPA)
 MANICO (Qtier Adidogomé, après la Station CAP ESSOR) Tél: 22 50 36 76
 POISSONNERIE TOUT POUR TOUS (Pêcheur à domicile) Tél: 99 46 39 84
 PORT DE PÊCHE (Zone portuaire)
LA VIANDE
 LE CHAMPION (Qtier ABATTOIR/ Béniglato, Rue du Lac Togo) Tél: 22 23 15 50
 VIDA SARL : Tél: 90 98 13 68
 MAROX (Qtier ABATTOIR/ Béniglato, Rue du Lac Togo) Tél: 22 22 41 38
 RAMCO (Qtier Assivito, Rue Koumoré) Tél: 22 21 24 81

PHARMACIES DE GARDE DU 21 AU 28 SEPTEMBRE 2015
 DJIDJOLE (Djidjole) ; Tél: 22 25 65 12
 SOLIDARITE (Rue Avédji Vakpossito, stationTotal Totsi) ; Tél : 22509707
 VERTE (face école du parti Klikamé), Tél : 22250326
 ORCHIDEE (Léo 2000), Tél : 22474287
 DELALI (Agoè cacavéli face cour d'appel), Tél : 22 25 06 90
 LA REFERENCE (Adidogomé Asiyéyé Madiba), Tél : 23 20 24 15
 DE LA VICTOIRE (Avedji wessomé,après les rails), Tél : 22 45 74 92
 ST ESPRIT (Agoè nyivé Kégué face CEG Agoè Est), Tél : 22 40 29 06
 ST MICHEL (Agoè nyivé entre Brasserie BB et l'espace TELECOM), Tél : 22 51 70 22
 EXCELLENCE (Agoè Démakpoe Voie CEDEAO), Tél : 22 51 77 87
 MAINA (Agoè Assiyéyé axe Zanguéra à 300 m du carrefour bleu), Tél : 22 33 65 34
 ABRAHAM (Agoè Logopé Kossigan), Tél : 22 50 10 00
 ELIBERACA (Route d'Adidogomé, face bureau de la Poste), Tél : 22 51 22 82
 BAH (Face EPP Hédranawé), Tél : 22 26 03 20
 HEDRANAWÉ (Marché de Hédranawé), Tél : 22 26 49 61
 PAIX (Résidence du Benin), Tél : 22264091
 PEUPLE (Marché de Nukafu), Tél : 22 26 84 22
 AVE MARIA (Station Kodomé, Face CHU Tokoin), Tél : 22 22 33 01
 LUMEN (Route de Kpalimé près de Togo boisson à Cassablanca), Tél : 23 38 68 36
 SANTE (Près de NAPATO), Tél : 22 21 58 41
 STE RITA (Rue Pavée Doulassamé, face Hôtel Sana), Tél : 22 20 90 16
 CHATEAU D'EAU (Près du château d'eau de Bè), Tél : 22 21 57 51
 CHRISTAL (Bd Houphoët Boigny), Tél : 22 20 90 91
 HORIZON (Nyékonakpœ, face Sapeurs pompiers), Tél : 22 20 42 42
 LIBERATION (Avenue de la libération prolongée), Tél : 22 22 25 25
 FIDELIA (Bè kpota, route d'Atiéguou, près de l'hôtel la Référentiel), Tél : 22 71 95 95
 LE PROGRES (Tronçon CIMTOGO non loin du marché de Zorro Bar), Tél : 22 35 86 55
 VERSEAU (Près de Maison Bateau Baguida), Tél : 22 77 34 53
 HYGEE (Face Lycée publique de Baguida), Tél : 22 27 36 36

INFOS UTILES
COURRIER EXPRESS
 DHL (Qtier Nyékonakpœ, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
 EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
 FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
 TOP CHRONO (Assigantor; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26
OPERATEURS TELEPHONIQUES
 MOOV ; Tél: 22 20 13 20
 TOGO CELLULAIRE ; Tél: 22 22 66 11
 TOGO TELECOM ; Tél: 22 21 47 14
SANTE GENERALISTES
 DR THIERRY CASTANET ; Tél: 90 97 15 15
 DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
 CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
 CLINIQUE SAINT-RAPHEËL; Tél: 22 25 92 77
 CLINIQUE DE L'AEROPORT; Tél: 22 26 90 12
 CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
 CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39
 PROTECTION DE L'ENFANCE; Tél: 111 / 22 20 45 10
 SPECIALE INFO SANTE; Tél: 80 00 00 11
Quelques ambassades et consulats
 Ambassade des Etats Unis: Tél: 22 61 54 70
 Ambassade d'Allemagne: Tél: 22 23 32 32
 Ambassade de France: Tél: 22 23 46 40
 Ghana Embassy 22 21 31 94
 Ambassade d'Egypte Tél: 22 21 24 43
 Ambassade du Nigèr Tél: 22 21 60 25
 Ambassade de Chine Tél: 22 22 38 56
 Union Européenne : Tél: 22 53 60 00
 Consulat de Belgique Tél 22 21 03 23

COUTURE STYLISME
 CREDANIAH (124, rue Afiao GAKLI à Djidjole) Tél: 90 16 37 60
 TIMOTHEE (Tokoin trésor; Av de la Libération, angle rue Gbonvié) Tél: 90 09 42 82
 SOPHIA D'AFRIQUE (Accessoiriste) Tél: 92 44 06 30 / 99 87 62 52
 DESMO DESIGN (Qtier FOREVER) Tél: 90 04 16 78
CHAUSSURES & ACCESSOIRES
 ANAGO BY MC (Qtier Tokoin Foréver, Av kondona) Tél: 92 04 41 80
 DAKROL CREATION (Av de la libération face BRAVO) Tél: 90 12 46 35
 FANTASY SHOP (Rue du commerce, face BICI Grand marché) Tél: 22 33 37 00
 PERLES ET PAGNES; Tél: 92 67 80 15 / 98 84 95 00
 TOGO CHAUSSURES (Qtier Nyékonakpœ) Tél: 90 03 92 07

PHOTO DU JOUR

 Le vieux s'en fou; et la vie continue...

PHOTO DU JOUR

 Le vieux s'en fou; et la vie continue...

Arts & Culture



Musique

Tiken Jah Fakoly africanise des classiques du reggae

Avec son nouvel album « Racines », qui suit de peu « Dernier appel » paru en juin 2014, l'Ivoirien Tiken Jah Fakoly rend hommage aux artistes reggae qui l'ont marqué. Il reprend quelques-uns des titres phares du répertoire jamaïcain, à l'exception notable - et inimaginable il y a encore peu - de Brigadier Sabari, emprunté à son compatriote Alpha Bondy, avec lequel il a longtemps été en froid.



Tiken Jah, musicien ivoirien

Faut-il y voir une simple coïncidence, celle d'envies artistiques similaires, ou y a-t-il d'autres raisons plus pragmatiques et davantage liées au déroulement de leurs carrières respectives ? Toujours est-il que trois mois à peine après les Ivoiriens des Magic System qui ont mis à leur sauce les succès de la musique africaine, c'est au tour de leur compatriote Tiken Jah

Fakoly, autre poids lourd de la scène francophone, de passer par la case des reprises avec l'album Racines.

Le titre, habilement, résume les différents volets de sa démarche : emprunter au reggae roots ("racines", en anglais) de Kingston quelques-uns de ses standards qui l'ont influencé dans sa jeunesse, tout en rappelant les liens entre la Jamaïque

Cinéma

Nollywood et Chinawood partagent l'affiche

La Nigeria est le troisième plus important partenaire commercial de la Chine sur le continent, et son deuxième marché d'exportation en Afrique. Des relations qui dépassent le seul cadre de la construction d'infrastructures ou de l'exploitation des matières premières. Nollywood, contraction des mots Hollywood et Nigeria, s'intéresse en effet de plus en plus à la Chine. Les deux pays partagent un même amour du cinéma qui représente déjà un chiffre d'affaires cumulé de 6 milliards de dollars.



Une boutique de vente de CD

« L'industrie africaine du cinéma est une opportunité unique pour les investisseurs chinois sur le continent, explique le professeur Nusa Tukic qui étudie les relations culturelles entre la Chine et l'Afrique à l'université Stellenbosh en Afrique du Sud. Et il existe de plus en plus de films qui prennent la Chine comme décor. » Prenez le succès de Kalybos in China. L'histoire d'un jeune Nigerian parti aux Etats-Unis pour gagner le cœur de sa belle et qui se retrouve finalement... en Chine. Tourné au Ghana, à Dubai et en Chine, avec un budget plus que modeste, le film sorti en avril 2015 est le dernier d'une série consacrée à la Chinafrique où les réalisateurs s'amusent des différences culturelles et surfent sur l'importante diaspora africaine en Chine. Une étude de la BBC, en 2014, montrait que 85% des Nigeriens ont une image

positive de la Chine, ce qui en fait les premiers fans de l'empire du Milieu en Afrique. Beaucoup de Chinois vivent dans la région du Delta au Nigeria et beaucoup de Nigeriens vivent dans le sud de la Chine.

En 2013, King of Guangzhou (Le Roi de Guangzhou), du réalisateur Quester D. Hannah, fut le premier film africain à prendre Canton pour décor. Un drame sur fond d'émeutes raciales et qui raconte l'histoire d'un Nigerian sans papier marié à une Chinoise et obligé de se battre contre l'administration locale pour rester.

« L'importance de la communauté nigérienne à Canton explique cet intérêt pour les sujets qui se déroulent en Chine », assure Nusa Tukic. A Canton, surnommée Chocolate City par les Chinois, vivent en effet entre 20 000 et 100 000 Africains, essentiellement des Nigeriens de l'ethnie Igbo. Et plus d'un demi-million d'Africains s'y rendent chaque année pour y faire des affaires. Un creuset de cette Chinafrique transposé aujourd'hui sur grand écran. Nollywood est le second plus important marché mondial du cinéma, derrière le Bollywood indien. Avec près de cinquante films tournés chaque semaine, le secteur pèse environ quatre milliards de dollars. « C'est un marché en pleine croissance, explique Nusa Tukic. D'abord parce que les films sont tournés en anglais et s'exportent dans toute l'Afrique de l'Est. Ensuite parce que les producteurs tournent avec des acteurs aussi bien kényans que ghanéens et génèrent donc un intérêt régional. Enfin,

et l'Afrique, la terre mère. Sur le fond, d'abord : African, de Peter Tosh, Slavery Days de Burning Spear ou Zimbabwe de Bob Marley semblent taillés sur mesure pour le militant africain. Sur la forme, ensuite : si la matière première a été enregistrée dans les fameux studios Tuff Gong à Kingston avec les incroyables Sly & Robbie (musiciens-référents locaux pour d'innombrables productions reggae non jamaïcaines, comme par exemple celle de Serge Gainsbourg), un traitement très particulier a été apporté dans un second temps à Bamako, où Tiken a ses habitudes. Au point que ces onze chansons pourraient constituer le chapitre 2 d'African Revolution, album sorti par le reggaeman ivoirien en 2010 et qui avait dérouter une partie de son public par le rôle qu'y tenaient les instruments traditionnels.

Ngoni, balafon, tama et autres percussions sont à nouveau de la partie, et pas pour faire de la figuration ! Le violon skou de Zoumana Terata a trouvé une place de choix inattendue sur Hills & Valleys de Buju Banton, tout comme la kora de Sidiki Diabaté sur Fade Away de Junior Byles. A une époque où le reggae jamaïcain ne se porte pas particulièrement bien et ses ambassadeurs historiques se retirent du circuit, la démarche de Tiken permettra à certaines des chansons reprises dans Racines d'être découvertes par de nouvelles générations.

Rfmusique.com

Lire

« ...LA DECOUVERTE DU DROIT DE L'EGLISE

Lomé, le 7 mai 2015
 Bien cher Démanya, Quelle place pour un droit dans l'église ? La première chose à retenir est que le droit de l'Eglise est d'abord un outil pastoral. Sa finalité ultime est le salut des âmes. Tout au long de son histoire, l'Eglise catholique a réformé et rénové les lois de sa discipline, s'adaptant ainsi à la mission de salut qui lui a été confiée. C'est dans cette perspective que le code de droit canonique de 1917 a été abrogé et remplacé par un nouveau code en 1983. Cette réforme avait été nettement voulue et demandée par le Concile Vatican II qui était justement un concile pastoral et non un concile dogmatique. C'est pourquoi le nouveau code, de par son contenu, a mis en acte l'esprit du concile. Voilà pourquoi, en promulguant le code de 1983, le pape Jean Paul II a engagé son autorité pontificale et revêtu ce nouveau document d'un caractère de primauté.

Portée du droit de l'Eglise.

Pour comprendre la nature du droit dans l'Eglise, il faut remonter à l'héritage lointain contenu dans les livres de l'Ancien et du Nouveau Testament : « Allez donc, de toutes les nations, faites des disciples, les baptisant au nom du Père et du Fils et du Saint Esprit, et les apprenant à observer tout ce que je vous ai prescrit » (Mt 28, 19-20). L'appel à l'obéissance aux prescriptions du Seigneur se prolonge dans le code de droit canonique. Cependant, le droit n'entend pas se substituer à la foi, à la grâce et aux charismes dans la vie de l'Eglise ou des fidèles. Au contraire, son but est de créer dans la société ecclésiale un ordre tels que, mettant à la première place l'amour, la grâce et les charismes, il rend en même temps plus facile leur épanouissement dans la vie de la société ecclésiale comme dans celle des personnes qui font partie. Le code est le document législatif principal de l'Eglise, fondé sur la Révélation et la Tradition, comme un instrument indispensable pour assurer l'ordre aussi bien dans la vie individuelle et sociale que dans l'activité de l'Eglise elle-même. On pourrait même voir dans ce Code un grand effort pour traduire en langage canonique l'ecclésiologie du concile Vatican II.

« Le Droit Canonique est extrêmement nécessaire à l'Eglise », dit le pape Jean Paul II dans la constitution Apostolique (Sacrae disciplinae leges) par laquelle il promulguait le code de 1983. La raison est que l'Eglise est organisée comme un groupe social et visible ; elle a aussi besoin des normes soit pour que l'exercice des fonctions que Dieu lui a confiées, en particulier celles du pouvoir divin et de l'administration des sacrements, puisse être convenablement organisé ; soit pour que les relations des fidèles entre eux puisse être réglées selon une justice fondée sur la charité, les droits des individus étant garantis et bien définis ; soit enfin pour que les initiatives communes visant à une vie et un témoignage chrétien soient de plus en plus parfaites, soient soutenues, protégées et promues par les normes canoniques. Voilà pourquoi saint Paul affirme que « la Loi est bonne, si on en fait un usage légitime » (1Tm 1, 8) ; « La Loi, elle, est donc saint



Sports

FTF Extension du mandat du Comité de Normalisation

Le Comité de Normalisation (CN) l'instance qui dirige actuellement la Fédération Togolaise de Football (FTF) va continuer par gérer les affaires courantes jusqu'au 31 décembre 2015.



Antoine Folly

Un délai d'un mois supplémentaire est donc accordé au CN par la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) pour permettre aux acteurs du football togolais d'adopter de nouveaux textes avant les élections. En temps normal, le mandat du CN devrait expirer en fin novembre 2015.

L'information qui est confirmée par la FTF est le fruit d'une réunion tenue les 24 et 25 septembre dernier à Zurich par le Comité Exécutif de la FIFA.

A l'issue de cette réunion, la FIFA a décidé l'« Extension du mandat » de trois comités de normalisation dont la Fédération Togolaise de Football (FTF) jusqu'au 31 décembre 2015.

D'après le courrier de la FIFA signé par Markus Kattner, le Secrétaire Général par intérim de la FIFA et transmis au président du CN, Antoine Folly, il est écrit que « Le Comité Exécutif [FIFA] a été informé que l'adoption des nouveaux statuts de la FTF est prévue pour le 24 octobre 2015, et que le processus a donc plus pris du temps que prévu en raison des difficultés ayant prévalu lors de la première mission de la FIFA pour la révision des statuts ayant eu lieu en mai ».

En clair, la prorogation du mandat du comité présidé par Antoine Folly vise à achever le processus de normalisation sur une bonne note. Sur la base de la décision de la FIFA, Antoine Folly ne partira pas de sitôt tel que stipulé en décembre 2014 par les termes de la première mission qui lui a été assignée à savoir « réviser les statuts de la FTF et d'organiser les élections au 30 novembre au plus tard ».

Carlos A.

Eperviers Sainfiet « rappelle » Adébayor

L'entraîneur des Eperviers du Togo, Tom Sainfiet, a fait une ouverture vers l'attaquant vedette, Emmanuel Adébayor, en lui signifiant qu'il a sa place dans l'équipe nationale.

Dans une déclaration sur la radio BBC, Tom Sainfiet semble revenir sur sa décision antérieure contre Adébayor en déclarant que « Je suis là et s'il est prêt pour avoir une discussion, il est toujours le bienvenu. Espérons qu'il ressent le besoin d'aider l'équipe ».

Pour ce qui paraît à présent comme une révision de sa position, Tom Sainfiet a déclaré à la BBC qu'Emmanuel est le meilleur attaquant dans l'histoire du Togo et l'un des meilleurs attaquants africains de l'histoire. On ne pourra peut-être par le remplacer par un joueur de même qualité pour le moment ».

L'analyse de cette déclaration pourrait s'entendre comme un appel de l'entraîneur à l'ex-joueur du club anglais Tottenham qui est désormais libre de tout contrat à revenir défendre les couleurs nationales pour la qualification des Eperviers à la CAN 2017. Toutefois comme condition qui s'impose à tout joueur qui désire évoluer dans l'équipe pour son succès, le belge a rappelé la soumission aux textes de la Fédération.

Cette déclaration est enregistrée à un moment où des amoureux du ballon au Togo se souviennent que juste après le match victorieux du Togo



Emmanuel Adébayor

contre le Djibouti, l'entraîneur belge avait laissé entendre en conférence de presse à Lomé que « On ne peut pas travailler avec un joueur qui ne répond pas aux convocations. J'estime

que Adébayor n'aime pas jouer pour son pays... ».

A l'origine de cette déclaration faite par Tom Sainfiet, rappelons qu'il avait révélé qu'Adébayor n'a pas répondu à l'appel de

la convocation pour jouer contre le Djibouti dans le cadre de la deuxième journée des éliminatoires pour la CAN 2017.

CA

FIFA Issa Hayatou président par intérim ?

Le Camerounais Issa Hayatou (69 ans) pourrait succéder à Sepp Blatter à la présidence de la FIFA, par intérim, si le patron actuel de l'instance, visé par la justice suisse, venait à quitter prématurément ses fonctions.



Sepp Blatter et Issa Hayatou

Si Sepp Blatter venait à être démis de ses fonctions, dans le cadre de l'enquête ouverte [le vendredi dernier] par la justice suisse à son encontre, c'est le Camerounais Issa Hayatou (69 ans) qui serait nommé président de la Fédération internationale (FIFA), par intérim, en attendant les nouvelles élections présidentielles au sein de l'instance, prévues le 26 février. L'ancienneté de l'actuel président de la Confédération africaine (CAF) lui confère en effet le titre de « vice-président senior » de la FIFA et le droit de s'asseoir dans le fauteuil de Blatter en cas de vacance ou d'empêchement. En poste depuis 1988 à la CAF, le dirigeant africain était entré au comité exécutif de la FIFA en 1990.

Un halo de suspicions

Hayatou n'est pourtant pas exempt

de tout reproche, lui non plus. Même si son implication dans une affaire de corruption n'a jamais été prouvée, son nom a souvent été entouré d'un halo de suspicions. En décembre 2011 par exemple, le Camerounais avait reçu un blâme de la part du Comité international olympique (CIO), dont il fait partie, pour l'affaire de pots-de-vin ISL, partenaire commercial de la FIFA dans les années 1990.

Plus récemment, Hayatou a reconnu dans le magazine Jeune Afrique un versement d'« 1,8 million de dollars » à la CAF par les Qataris « pour pouvoir exposer leur projet (de candidature à la Coupe du monde 2022) lors du congrès » de Luanda en janvier 2010, en marge de la Coupe d'Afrique des nations.

Lequipe.fr avec AFP

Match amical Togo-Egypte en octobre

Les Eperviers du Togo vont jouer un match amical international contre les Pharaons de l'Egypte le mardi 13 octobre. Le lieu du match reste à être déterminé.

Ce match aura lieu dans le cadre des prochaines journées FIFA (13 et 14 octobre 2015).

Pour les Eperviers mais aussi les Pharaons, cette rencontre va leur permettre de mettre à niveau leur équipe respective qui se prépare pour le 2e tour des éliminatoires de la Coupe du monde 2018.

La dernière opposition entre le Togo et l'Egypte remonte à un match amical en mai 2012. A cette reconcentre, les Pharaons avaient battu les Eperviers par un score de 3-0.

Freda Sefamir



Les supporters des Eperviers

Nigeria Sunday Oliseh toujours à la recherche de son équipe

Le nouveau sélectionneur des Super Eagles est toujours en quête de son onze-type et a décidé pour les matches amicaux du mois d'octobre contre la RD Congo à Anvers (8 octobre) et le Cameroun à Bruxelles (11 octobre) de rappeler trois joueurs. Il s'agit de John Mikel Obi, Victor Moses et Odion Ighalo.

Obi et Ighalo n'avaient pas été retenus pour le match éliminatoire de la CAN 2017 contre la Tanzanie (0-0), et Moses était blessé.

Oliseh est en pleine réflexion pour la constitution de l'équipe qui affrontera au second tour des éliminatoires de la Coupe du monde 2018 contre le Swaziland ou le Djibouti

Essor.ml



Sunday Oliseh

Reportages



Troisième édition du « Dîner des icônes » Reckya Madougou, apôtre de la finance inclusive

Organisée ce samedi 26 septembre à l'hôtel Sarakawa à Lomé, le « dîner des icônes » a regroupé diverses personnalités des milieux politiques, d'affaires et de la culture. Reckya Madougou, ancienne ministre des microfinances du Bénin et consultante internationale a été l'invitée d'honneur pour cette troisième édition.



Reckya Madougou, invitée d'honneur de la soirée

La troisième édition de « dîner des icônes » a été riche en couleurs. Etaient présents, le ministre de la communication des arts et de la formation civique, Guy Madjé Lorenzo, différentes personnalités dont les Directeurs des grandes entreprises de la place, des journalistes.

La soirée a eu comme particularité de mettre la femme, surtout la femme africaine entrepreneure au devant de la scène. Et pour incarner ces femmes qui ont réussi « dans les milieux dominés par les hommes », deux femmes ont été distinguées. Il s'agit de Candide Lèguèdè, juriste togolaise d'affaire

spécialisée dans le management des Entreprises. Ambassadeur du programme AWEF (African Women Entrepreneurship Program). Elle est aujourd'hui, la présidente régionale de la fédération régionale des femmes entrepreneures et femmes d'affaires de la CEDEAO et du Togo.

Autre femme à l'honneur, au cours de la soirée, il s'agit bien sûr de Reckya Madougou. Elle a entretenu l'assistance sur le thème « l'inclusion financière, une stratégie pour l'accès à l'émergence? ». Un thème qu'elle maîtrise bien, puisqu'elle en est en quelques sortes, l'apôtre au Togo, au Bénin en côte d'Ivoire à travers le concept

de la « finance inclusive » qu'elle a contribué, à mettre en place. Autant d'éléments qui lui ont valu la prestigieuse distinction « woman of courage award » décernée par le gouvernement américain en 2007. Elle est également classée parmi les 50 africaines les plus influentes au monde, par le magazine Jeunes Afrique.

La soirée a pris fin sur une série d'échanges avec madame Madougou qui, qui s'est offerte un réel plaisir de confier aux icônes présents dans la salle, son secret. « Ce qui me pousse ? En fait c'est la détermination, car je me dis, qu'il n'y a rien qui puisse m'arrêter. Quand je me fixe un objectif je le poursuis et je l'atteins. J'ai une foi inébranlable en ma personne » aurait-elle confiée.

Le ministre de la communication a pour sa part remercié les organisateurs de l'événement pour l'initiative et les a assurés de tout l'intérêt que porte le gouvernement à ce concept. « Nous saluons cet événement qui a eu pour but de mettre en exergue les réussites de l'économie togolaise et internationale. Ma présence ce soir, témoigne de l'intérêt que le gouvernement porte à cet événement » a-t-il déclaré.

Le rendez-vous est pris prochainement en Décembre pour la quatrième édition du « dîner des icônes ».

Rachidou ZAKARI

Mecque/Pèlerinage 2015 769 victimes dont une togolaise

Ils étaient près de deux millions de pèlerins à se rendre le jeudi matin sur le site de Mina à La Mecque, lorsque l'accident s'est produit. Selon un dernier bilan encore provisoire et fourni par les autorités saoudiennes, 769 personnes ont perdu la vie et plus de 800 autres blessées.



Vue de certaines victimes

La gigantesque bousculade s'est produite ce jeudi matin, sur le site de Mina, un village de toile érigé pour accueillir les pèlerins. Les premiers bilans délivrés par les autorités saoudiennes faisaient état d'au moins 100 morts, mais ont très vite été revus à la hausse. Un dernier bilan fait état de 769 morts et 805 blessés.

Peu d'information ont pour l'instant été fournies sur les circonstances de ce drame. Le site de Mina avait fait l'objet de nombreux travaux, notamment de sécurisation. Selon nos informations, la bousculade est intervenue au moment où les pèlerins pratiquaient le rituel de la lapidation de Satan, lors duquel des cailloux sont jetés

sur des stèles le représentant. « Si les pèlerins avaient suivi les instructions, on aurait pu éviter ce genre d'accident », a déclaré à la télévision publique saoudienne Khaled al-Falih, ministre saoudien de la Santé. Le prince héritier d'Arabie saoudite, lui, a ordonné une enquête.

Parmi les 1650 pèlerins togolais qui ont fait le voyage, Un ressortissant est décédé vendredi après avoir été transporté à l'hôpital. Il s'agit d'une femme âgée de 65 ans dont l'identité a été transmise aux autorités togolaises qui sont en train de faire les formalités pour le rapatriement du corps à Lomé

Zak Jay

Lutte contre le Vih / Sida et la tuberculose Le fonds mondial soutient toujours le Togo dans sa croisière

Depuis plusieurs années, le Togo a fait de la lutte contre le VIH/SIDA et la tuberculose, son cheval de bataille. Plusieurs politiques mises en œuvre pour essayer de réduire le taux de prévalence, plusieurs programmes et projets développés, etc. Depuis 2001 à ce jour, notre pays a mis en place trois plans quinquennaux qui ont permis de baisser sensiblement le taux national de prévalence du VIH/Sida qui est actuellement de 2,5% contre 5,8% en 1999. C'est pour renforcer ces actions déjà entreprises qu'un accord de subvention a été signé ce 23 septembre 2015, entre le gouvernement togolais et le Fonds mondial.



Les participants au projet de financement

D'un montant total de 8 millions d'euros, soit environ 24 milliards de francs CFA, ce financement va permettre au Togo de réduire le risque de transmission des maladies sexuellement transmissibles et du VIH auprès des populations vulnérables. Il va également améliorer la qualité de vie des adultes et des

enfants porteurs de VIH tout en permettant de traiter 100% des personnes diagnostiquées avec une coinfection tuberculose/VIH. D'ailleurs, une subvention d'environ 4 milliards d'euros va aller dans la lutte contre la tuberculose. Celle-ci permettra de traiter près de 9000 cas sous toutes ses formes. Le

taux de réussite attendu des patients multi-résistante devra passer de 62,5% à 67% d'ici fin 2017. Pour le Premier ministre Komi Selom Klassou : « Ces nouvelles subventions vont nous permettre d'atteindre un plus grand impact dans la lutte contre le Sida et la Tuberculose et d'intensifier le travail réalisé avec les communautés les plus

vulnérables ». Face aux efforts entrepris par le gouvernement togolais dans ces domaines, plusieurs partenaires techniques du Togo ont marqué leur disponibilité à accompagner le pays en ce sens. C'est le cas, du bureau régional Afrique de l'ouest et du Centre du Fonds mondial à travers la personne de la responsable, Mme Katy Fall Sow. Celle-ci a salué les efforts du Togo ayant permis d'obtenir les résultats tangibles et appelé le gouvernement et l'ensemble des partenaires à redoubler d'efforts afin de relever les nombreux défis à venir. « Notre défi commun, au regard des expériences passées, reste sans doute le développement des capacités nationales pour assurer une mise en œuvre performante de cette subvention au bénéfice des populations togolaises » a indiqué Mme Khardiata Lo Ndiaye, la Représentante résidente du Système des

Nations Unies au Togo.

Il faut rappeler que Le Fonds mondial a également développé une manière de stimuler les investissements nationaux dans la santé. En 2014, le partenariat a entamé la mise en œuvre complète d'un modèle de financement comportant une obligation de financement de contrepartie pour pouvoir accéder à l'intégralité des financements. On s'attend à une hausse de 52% des investissements nationaux dans la santé, ce qui, par rapport au montant investi en 2012/2014, représente un investissement supplémentaire de 4,5 milliards de dollars US provenant des caisses nationales pour la période 2015/2017. Le Fonds mondial estime qu'environ 55 à 65% de ses investissements bénéficieront aux femmes et aux jeunes filles, ce qui a un impact positif sur la santé reproductive.

A. Bawérima



AG Partners 

agence conseil en communication



Publicis Africa Group

Stratégie de communication
Organisation d'événements
Conception de spots

Achat d'espace **Edition**
Conception et création
Relations presse et RP

AG Partners Togo BP.30117 Lomé - TOGO Tél. +228 22 20 49 15 Fax. +228 22 20 49 16
lome@ag-partners.com - 254, Rue Amoussimé Tokoin Cassablanca - RC 2006B0555 - NIF 521174 Q